SERBIE

La situation «s'aggrave»

Un responsable municipal a estimé hier que la situation «s'aggravait» dans le sud de la Serbie, après l'arrestation en décembre d'anciens maquisards, en faveur desquels quelque 3 000 personnes ont défilé sans incident à Presevo (sud). «La situation est assez sérieuse et les choses s'aggravent», a déclaré à l'AFP le président de la municipalité de Bujanovac, Saip Kamberic.

Une importante communauté albanaise réside à Bujanovac, dans la vallée de Presevo (sud de la Serbie). «Nous sommes inquiets en raison de l'action de la gendarmerie (l'arrestation des suspects fin décembre) et nous demandons au gouvernement serbe de réexaminer ses projets pour cette région», a souligné M. Kamberic, sans autres précisions. 3 000 personnes environ ont manifesté hier à Presevo, sans incident, pour réclamer la libération des dix anciens maquisards arrêtés en décembre, a constaté un correspondant de l'AFP. Ils sont soupçonnés de crimes de guerre contre des civils serbes commis à l'issue du conflit au Kosovo (1998-1999).

L'un d'entre eux, relâché sous caution début janvier, doit répondre du chef d'accusation de possession illégale d'armes et d'explosifs.

Les manifestants brandissant des drapeaux albanais et portant des banderoles proclamant «La vallée de Presevo est le Kosovo», «Que l'Otan contrôle la vallée de Presevo», ont demandé «la libération inconditionnelle» des personnes arrêtées.

Selon le bureau du procureur serbe pour les crimes de guerre, Vladimir Vukcevic, les personnes arrêtées étaient membres du «Groupe de Gnjilane» de l'ex-Armée de libération du Kosovo (UCK). Elles sont soupçonnées d'avoir kidnappé 159 civils serbes et tué au moins 51 personnes entre juin et octobre 1999. M. Kamberic, a demandé d'autre part à M. Vukcevic d'ouvrir une enquête sur les crimes qui, selon lui, ont été commis contre des Albanais dans le sud de la Serbie, en 1999, pendant le bombardement de l'Otan, alors que la région était sous le contrôle de l'Armée yougoslave. La vallée de Presevo a été en 2000 et 2001 le théâtre d'affrontements entre forces serbes et séparatistes de la communauté albanaise qui souhaitaient le rattachement du sud de la Serbie au Kosovo.

Photo : DR

3 000 personnes ont manifesté à Presevo.

TEMPÊTE

Paris demande l'aide du fonds de solidarité de l'UE

Paris a demandé à la Commission européenne l'aide du fonds de solidarité de l'Union européenne pour faire face aux dégâts provoqués par la tempête qui a ravagé le sud-ouest du pays, a indiqué le secrétariat d'Etat aux Affaires européennes hier dans un communiqué.

Le secrétaire d'Etat, Bruno Le Maire, qui se trouvait hier à Bruxelles, a «remercié les Etats qui ont d'ores et déjà apporté leur aide» et a «demandé que la Commission européenne appuie cet effort de solidarité, notamment en mobilisant le fonds de solidarité de l'Union européenne», indique le communiqué.

Le secrétaire d'Etat s'est entretenu de ce dossier avec son homologue

espagnol Diego Lopez Garrido, dont le pays a aussi été fortement touché, pour convenir «d'appuyer mutuellement leurs démarches de mobilisation de la solidarité européenne».

Deux eurodéputés français élus du sud-ouest, Alain Lamassoure et Christine de Veyrac, membres du parti majoritaire UMP, ont également demandé hier que «l'Union européenne débloque en urgence des fonds pour venir en aide aux victimes de la tempête».

Le fonds européen de solidarité, créé en 2002 afin d'aider la population d'un Etat membre victime d'une catastrophe naturelle majeure, dispose d'un budget annuel d'un milliard d'euros.

La France en a déjà bénéficié à plusieurs reprises, notamment lors des inondations de décembre 2003 dans le Sud-Est.

La tempête de samedi est considérée comme la pire en France depuis celle de 1999. Elle a provoqué la mort de huit personnes, dont quatre intoxiquées par du monoxyde de carbone dégagé par des groupes électrogènes, rendus nécessaires par les coupures de courant.

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Vaclav Havel va mieux, décision mercredi sur sa sortie d'hôpital

L'ancien président tchèque Vaclav Havel, hospitalisé le 12 janvier à la suite d'une inflammation pulmonaire, va beaucoup mieux et les médecins envisagent de le laisser sortir cette semaine, a indiqué jeudi à l'AFP la porte-parole de l'hôpital Prague-Motol.

«Les médecins pensent le laisser sortir cette semaine, nous aurons plus d'informations précises mercredi», a déclaré Eva Jurinova.

Le célèbre patient peut désormais se passer, la plupart du temps d'assistance respiratoire, même s'il reste en soins intensifs, selon la même source. Comme son état n'a cessé de s'améliorer ces derniers jours, l'équipe médicale a renforcé la rééducation respiratoire et motrice.

«M. Havel peut marcher lentement», a déclaré la porte-parole en précisant que les visites étaient toujours limitées notamment à cause de l'épidémie de grippe qui se dessine en République tchèque.

M. Havel a été hospitalisé à la suite de problèmes respiratoires provoqués par une inflammation pulmonaire qui l'a conduit à subir une petite intervention chirurgicale le 12 janvier.

Du fait de son passé médical compliqué, sa santé a été très fluctuante au début de son hospitalisation. Une pneumonie mal soignée, en prison, au début des années 1980, et un cancer du poumon sont à l'origine des nombreux problèmes de santé de l'ex-dramaturge-dissident, hospitalisé à plusieurs reprises depuis son élection à la présidence de la Tchécoslovaquie (1989), puis de la République tchèque (1993). M. Havel a quitté la présidence en février 2003.

Cet ancien grand fumeur avait été opéré en décembre 1996 d'un cancer du poumon droit. Outre une bronchite chronique, il a souvent souffert de problèmes cardiaques.

Sa dernière hospitalisation, due à une arythmie cardiaque, date de janvier 2008.

DARFOUR

Bombardement de l'aviation soudanaise près d'El-Facher

L'armée soudanaise et des rebelles darfouris se sont affrontés hier dans deux secteurs clés du Darfour, dont un à proximité de la capitale de cette région de l'ouest soudanais en proie à la guerre civile, ont indiqué les forces de maintien de la paix et des rebelles.

«Des explosions, des tirs d'obus de mortier et des bruits d'avions de combat ont alerté les habitants d'El-Facher (dans le Darfour-Nord) en début de journée», ce qui a provoqué une réaction de «peur» parmi la population, a indiqué la force conjointe ONU-Union africaine au Darfour (Minuad).

«Les écoles et les commerces ont aussitôt été fermés», a déclaré à l'AFP un citoyen d'El-Facher, une information confirmée par les autorités. La situation est revenue «à la normale» en milieu de journée mais demeurait «tendue», a précisé la Minuad dans son communiqué.

L'aviation soudanaise a bombardé un secteur à l'est d'El-Facher, la capitale historique du Darfour, a affirmé à l'AFP Tahir el-Faki, un responsable du Mouvement justice et égalité (JEM), le plus militarisé des groupes rebelles du Darfour.

Après ces bombardements aériens, des combats ont eu lieu au sol, à l'est d'El-Facher, entre les forces soudanaises et le mouvement rebelle, a-t-il ajouté. Il n'a pas été possible de confirmer ces informations auprès des forces soudanaises.

Les rebelles du JEM et l'armée soudanaise sont engagés depuis une dizaine de jours dans un bras de fer à Muhajaria, à quelque 80 kilomètres à l'est de Nyala, la métropole du Darfour-Sud.

Le JEM avait pris le contrôle le 15 janvier dernier de Muhajaria, fief de la faction de l'Armée de libération du Soudan (SLA) dirigé par Minni Minawi, seul groupe rebelle ayant signé un accord de paix avec le gouvernement soudanais en 2006.

La «bataille de Muhajaria» s'est poursuivie hier entre le JEM et les

forces soudanaises. «Il y a eu une énorme bataille» au nord-est de la localité, a dit M. Faki, affirmant que les rebelles avaient défait un convoi de 130 véhicules appuyés par des hélicoptères, des avions Antonov et des chasseurs Mig-29.

«Nous avons détruit la plupart des véhicules, en avons pris une partie et le reste a rebroussé chemin», a-t-il affirmé sans faire état du bilan éventuel des victimes. Il n'a pas été possible de vérifier ces affirmations auprès de l'armée soudanaise.

«Il y a encore des tensions» près de Muhajaria, a indiqué à l'AFP Noureddine Mezni, porte-parole de la Minuad, ajoutant que les violences «rendent difficile» le travail de la force conjointe. «Je demande à toutes les parties armées de cesser immédiatement les hostilités et mettre un terme au cycle de la violence qui ne va qu'ajouter à la souffrance de la population du Darfour», a déclaré dans un communiqué Rodolphe Adada, le chef de la Minuad.

Les combats dans le secteur de Muhajaria ont forcé l'arrêt des opérations d'ONG travaillant dans des camps d'assistance aux personnes déplacées par le conflit au Darfour.

La guerre civile au Darfour a fait 300 000 morts depuis 2003, selon l'ONU, 10 000 selon Khartoum. Plus de 2,7 millions de personnes ont été déplacées par les violences.

Le conflit opposait à ses débuts des mouvements rebelles à des milices arabes armées, alliées à Khartoum, mais la rébellion s'est depuis scindée en une myriade de groupes qui s'affrontent notamment entre eux.